












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**CCAP commun aux consultations :
Consultation n°2025-973-I-030-AOO
Consultation n°2025-973-I-030-MAPA**

**MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LA CONSTRUCTION
DE 33 LOGEMENTS AU RSMA DE SAINT-JEAN**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	MARCHE DE TRAVAUX POUR LA CONSTRUCTION DE 33 LOGEMENTS AU RSMA DE SAINT-JEAN
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	Travaux allotis en 13 lots au total, dont : <ul style="list-style-type: none"> • 6 lots passés sous la forme d'un appel d'offre ouvert • 7 lots passés sous la forme d'une procédure adaptée
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	26 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants.....	6
3.1 - Désignation de l'acheteur	6
3.2 – Maîtrise d'œuvre	7
3.3- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier	7
3.4- Contrôle Technique	7
3.5 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.....	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Protection des données à caractère personnel	8
6 - Durée et délais d'exécution	8
6.1 - Délai global d'exécution des prestations	8
6.2 - Délai d'exécution	8
6.3 – Prolongation des délais d'exécution	9
6.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	10
7 - Prix	10
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
7.2 - Modalités de variation des prix.....	11
7.3 - Répartition des dépenses communes	11
8 - Garanties Financières	12
9 - Avance.....	12
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	12
9.2 - Garanties financières de l'avance	13
10 - Modalités de règlement des comptes.....	13
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	13
10.2 – Décompte général	13
10.3 - Présentation des demandes de paiement	13
10.4 - Délai global de paiement	14
10.5 - Paiement des cotraitants	14
10.6 - Paiement des sous-traitants.....	14
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
11.1 – Caractéristiques des matériaux et produits.....	15
11.2 – Implantation des ouvrages.....	15
11.3 - Préparation et coordination des travaux	15
11.3.1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	15
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	15
11.3.3 – Registre de chantier	16
11.4 – Etudes d'exécution	17
11.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	17
11.5.1 - Gestion des déchets de chantier	17
11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
11.5.3 - Documents à fournir après exécution.....	17
12 - Développement durable.....	17
12.1 – Clause d'insertion sociale	17
12.2 – Clause environnementale	19
13 – Réception des travaux	19
13.1 – Réception globale.....	19

13.2 – Réception partielle.....	19
13.3 – Levée de réserves.....	20
14 – Garanties des prestations.....	20
15 - Pénalités.....	20
15.1 – Pénalités de retard	20
15.2 – Pénalités pour travail dissimulé.....	20
15.3– Pénalités pour non-respect des clauses sociales et environnementales.....	20
15.4 – Autres pénalités spécifiques.....	21
16 – Assurances.....	21
17 – Clause de réexamen	22
18 - Résiliation du contrat.....	22
18.1 - Conditions de résiliation.....	22
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	22
19 - Règlement des litiges et langues	23
20 - Dérogations.....	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché de travaux pour la Construction de 33 logements pour le compte du RSMA de Saint-Jean-du-Maroni.

Les logements se situeront sur le Camp militaire de Saint-Jean, Quartier Nemo à Saint-Laurent-du-Maroni, sur la parcelle cadastrale BE 53.

4 villas seront situées au sein du Lotissement des Pagodes, 29 villas seront situées à proximité du Lac.

Il est prévu au présent marché un phasage de livraison des travaux, comme suit :

- La livraison des 4 villas du Lotissement des Pagodes est prévue dans un premier temps ;
- La livraison des 29 villas à proximité du Lac est prévue dans un second temps ;

Le phasage des travaux se fera conformément au document « Planning travaux et phasage de l'opération » du DCE.

Les OPR et la réception des 4 villas du Lotissement des Pagodes se feront tandis que les travaux des 29 villas à proximité du Lac se poursuivront simultanément. Les OPR et la réception des 29 villas interviendront à l'issue de ces travaux.

1.2 - Décomposition du contrat

Le présent CCAP porte sur les travaux relatifs à la construction de 33 logements pour le compte du RSMA de Saint-Jean-du-Maroni, répartis en 13 lots :

Lot(s)	Désignation
01	GROS-OEUVRE
02	CHARPENTE-COUVERTURE-MENUISERIE BOIS
03	FAUX-PLAFONDS – CLOISONS PLACOPLATRES – ISOLANTS
04	MENUISERIE ALUMINIUM
05	REVETEMENTS SOLS ET MURS – PEINTURE
06	PLOMBERIE SANITAIRE – EAU CHAUDE SOLAIRE
07	ELECTRICITE CFO CFA
08	CLIMATISATION
09	CUISINE – AMEUBLEMENT (PLACARDS CHAMBRES ET MEUBLES DES SDB)
10	TERRASSEMENTS – VOIRIE
11	ASSAINISSEMENT (EU/EV)
12	RESEAUX DIVERS
13	CLOTURES – ESPACES VERTS – MOBILIER

Les marchés de travaux sont répartis en deux consultations :

- La procédure adaptée n°2025-973-I-030-MAPA, portant sur les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
04	MENUISERIE ALUMINIUM

06	PLOMBERIE SANITAIRE – EAU CHAUDE SOLAIRE
07	ELECTRICITE CFO CFA
08	CLIMATISATION
09	CUISINE – AMEUBLEMENT (PLACARDS CHAMBRES ET MEUBLES DES SDB)
13	CLOTURES – ESPACES VERTS – MOBILIER

- La procédure d'appel d'offre ouvert n°2025-973-I-030, portant sur les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	GROS-OEUVRE
02	CHARPENTE-COUVERTURE-MENUISERIE BOIS
03	FAUX-PLAFONDS – CLOISONS PLACOPLATRES – ISOLANTS
05	REVELLEMENTS SOLS ET MURS – PEINTURE
10	TERRASSEMENTS – VOIRIE
11	ASSAINISSEMENT (EU/EV)
12	RESEAUX DIVERS

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, propre à chaque lot ;
- La série de plans, schémas et croquis établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études, et en cas de contradiction entre les pièces établies par le maître d'œuvre et les bureaux d'études, la solution jugée la plus pertinente par le maître d'œuvre prime, même s'il s'agit de la solution la plus contraignante pour l'entreprise ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;
- Le mémoire technique de l'offre du candidat ;
- Le calendrier détaillé d'exécution ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- Les ordres de services émis ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les réglementations et normes en vigueur, en particulier les normes françaises en vigueur et les recommandations du fabricant ;

3 - Intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Ministère Chargé des Outre-Mer

DGOM

Commandement du Service Militaire adapté

27 rue Oudinot
75007 Paris

Travaux au profit de :

Régiment du Service Militaire Adapté de la Guyane (RSMA GUYANE)

Camp de Saint Jean

BP 246

97393 Saint-Laurent-du-Maroni

Le pouvoir adjudicateur est représenté par le Général Patrice BELLON.

3.2 – Maîtrise d’œuvre

Le groupement de maîtrise d’œuvre est composé des entreprises suivantes :

AB ARCHITECTURE / BARRAT ARCHITECTURE (MANDATAIRE)

32 avenue du Général de Gaulle

97300 CAYENNE

SESIK (BET STRUCTURE)

40 chemin Constant

ESPACE GUYANAMAZONE

97354 REMIRE-MONTJOLY

LAGE INGENIERIE GUYABE (BET FLUIDES)

3399 route de Montabo

Appartement 6

97300 CAYENNE

AGIR (BET VRD)

Immeuble Patawa

854 A Route de Rémire

97354 REMIRE-MONTJOLY

3.3- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier

Cette mission est assurée par :

SESIK (BET STRUCTURE)

40 chemin Constant

ESPACE GUYANAMAZONE

97354 REMIRE-MONTJOLY

3.4- Contrôle Technique

La mission de contrôle technique sera assurée par :

SOCOTEC ANTILLES GUYANE

128 chemin Saint-Antoine

BP 60029

97321 Cayenne

3.5 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau 2 sera assurée par :

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 26 mois, comprenant :

- 14 mois de travaux, comprenant une période de préparation de 2 mois ;
- 12 mois de Garantie de Parfait Achèvement ;

Ce délai comprend les congés payés et inclut le repliement du matériel et le nettoyage des lieux.

6.2 - Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Il est porté à la connaissance des candidats que le démarrage de la période de préparation est envisagé au mois d'août 2026, et que le démarrage des travaux est envisagé au mois d'octobre 2026.

Toutefois, les candidats sont informés que ces dates sont communiquées à titre informatif uniquement lors de la consultation, et que le maître d'ouvrage se réserve la faculté d'avancer la date de démarrage des prestations, en cas d'obtention anticipée du dossier de permis de construire et d'étude d'impact environnemental, en cours d'instruction au lancement de la présente consultation.

Le cas échéant, l'ordre de service de démarrage de la période de préparation sera notifié au titulaire au moins 15 jours avant la date de démarrage fixée dans ledit ordre de service, afin de lui permettre de mobiliser ses moyens humains et matériels.

Le titulaire est tenu, pendant tout le délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis. Tout chantier entrepris devra être exécuté sans discontinuité jusqu'à achèvement total.

6.3 – Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 et alinéa 2 du CCAG-Travaux 2021, il est précisé que le délai fixé est hors intempéries. Il n'y a pas de jours prévisibles d'intempéries calculés.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jour égale à celui des intempéries constatées, pour les corps d'état effectivement empêchés. Pour être prise en compte, les intempéries devront être déclarées par le titulaire comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier, et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre à l'OPC.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

Seront considérées comme des journées d'intempéries, les journées ou l'un au moins des phénomènes naturels ci-après définis dépassera l'intensité indiquée ci-après :

- Pluie :
 - Plus 30mm sur 1 jour consécutif ;
- Pluie :
 - Plus 100mm sur 7 jours consécutifs ;
- Vent :
 - Pour des travaux nécessitant une grue ou pour la pose de grands panneaux, si entre 7h00 et 18h00 il est constaté une vitesse moyenne de vent supérieure à 65Km/h pendant 4 heures consécutives) ;

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes est la station météorologique Station Climat Saint Laurent.

La prolongation de délai sera appliquée aux seules tâches de mise hors d'eau des bâtiments, ainsi qu'aux travaux extérieurs, à savoir :

- Travaux de terrassement ;
- Fondations ;
- VRD ;
- Structure ;
- Etanchéité ;
- Façades ;
- Menuiseries extérieures ;
- Charpente couverture ;

Ne seront pas soumis à la prolongation de délais :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert ;
- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes ;

En cas de mauvaise organisation du titulaire pouvant conduire, sous l'effet des intempéries, à l'arrêt du chantier normalement évitable, le maître l'œuvre lui signifiera sa mauvaise organisation de travaux. Cet arrêt de chantier ne sera pas pris en compte dans la prolongation du délai d'exécution.

De même, si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amené du matériel ne sont pas évitables, mais qu'ils se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui lui sera accordé sera réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Sur demande du maître d'œuvre, l'OPC portera régulièrement le décompte des intempéries constatées et déclarées au compte-rendu de chantier.

6.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Chaque intervenant, au cours de la période de préparation de chantier, doit l'établissement d'un planning d'exécution en collaboration avec le maître d'œuvre et l'OPC. Ce calendrier détaillé d'exécution de travaux sera notifié par ordre de service avant l'achèvement de la période de préparation.

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application de la formule :

$$P = P_o * (\text{index}(n) / \text{index}(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- P : prix révisé
- Po : prix initial
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié par l'INSEE sont les suivants :

LOTS	CODES	DESCRIPTION
1	BT06	Ossature, ouvrages en béton armé
2	BT34 BT16B BT19B	Couverture en zinc et métal Charpente en bois Menuiseries extérieures en bois
3	BT08	Plâtre et préfabriqués
4	BT43	Menuiserie en acier et serrurerie
5	BT46 BT09	Peinture, tenture et revêtements muraux Carrelage et revêtement céramique
6	BT38	Plomberie sanitaire (y compris appareils)
7	BT47	Electricité
8	BT41	Ventilation et conditionnement d'air
9	BT01	Tous corps d'état
10	BT02	Terrassements
11	TP10F	Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux
12	TP01	Tous corps d'état
13	TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurales et urbaines

Le titulaire sera tenu d'adapter son mode de facturation selon le nombre d'index applicable à son lot. En effet, le titulaire d'un lot regroupant plusieurs corps d'état étant, de ce fait, soumis à plusieurs index de révisions des prix, devra présenter sur une même facture de façon apparente les révisions appliquées à chaque corps d'état.

7.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses communes sur compte prorata dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge des titulaires, font l'objet d'une répartition forfaitaire entre les titulaires des lots.

Le titulaire du Lot 1 – Gros Œuvre, dénommé comme lot principal pour la gestion du compte prorata, procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires.

En fin de chantier, il effectuera la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Cette retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations, ainsi que les réserves formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes lors de la réception, ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Cette retenue de garantie sera libérée dans un délai d'un mois maximum à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie du titulaire, et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie sera libérée un mois plus tard après la date de levée des réserves.

9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial HT€, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou une moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13, le taux minimal de l'avance est fixé à 30,00% conformément aux dispositions de l'article R2191-7 alinéa 3 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 50% du montant de l'avance.

En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

10.2 – Décompte général

Les modalités relatives au projet de décompte final et au décompte général sont définies dans les modalités des articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- 45 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- 45 jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;

10.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur un ou plusieurs séries ;

- Les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication pour les personnes publiques du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002016700057 ;

10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant direct du titulaire du marché, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréés par l'acheteur est payé directement par lui pour la part de marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les logements se situeront sur le Camp militaire de Saint-Jean, Quartier Nemo à Saint-Laurent-du-Maroni, sur la parcelle cadastrale BE 53.

4 villas seront situées au sein du Lotissement des Pagodes, 29 villas seront situées à proximité du Lac.

11.1 – Caractéristiques des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire, ou n'est pas déjà fixé par les documents techniques particuliers du marché.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

11.2 – Implantation des ouvrages

L'implantation des ouvrages sera réalisée par un géomètre expert.

11.3 - Préparation et coordination des travaux

11.3.1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché. Conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, cette période de préparation est de 2 mois.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées à l'article 6.4 du CCAP.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévus à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail : 21 jours avant le début des travaux.

11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;

- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.3.3 – Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier électronique mise à la disposition du maître d'ouvrage et de tous les intervenants autorisés.

Ce registre de chantier sera à la charge du maître d'œuvre. Chaque acteur du chantier devra déposer les documents qu'il émet.

Le maître d'œuvre communiquera dès la notification des marchés de travaux les modalités de mise en œuvre et d'utilisation de cette plateforme.

Ce registre de chantier sera remis au maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la réception.

11.4 – Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détails au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles, au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au CCAP.

Lorsque le visa du maître d'œuvre, le titulaire devra apporter des précisions sous 7 jours calendaires.

11.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.5.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.5.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents.

Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 200,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

12 - Développement durable

12.1 – Clause d'insertion sociale

L'Etat s'est engagé dans une politique d'insertion des personnes par le travail, par l'activité économique et l'emploi. C'est pourquoi, conformément à l'article R.2113-8, et aux articles L.2113-15 et L.2113-16 du code de la commande publique, la présente consultation comporte des clauses visant à lutter contre le chômage et à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

Dans ce cadre, l'entreprise attributaire devra, dans le cadre de l'exécution de sa prestation, procéder au recours de stagiaires en parcours d'insertion professionnelle, en vue de leur permettre d'intégrer le monde du travail.

L'action d'insertion représentera un minimum de **114 heures par lot**, sans pouvoir excéder 190 heures.

Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés par la MDPH, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé d'un travailleur social, de pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi, des missions locales ou de CAP emploi.

De plus, les volontaires en formation au RSMA Guyane sont considérés comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Modalité de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés ;
 - L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :
 - D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du Code du Travail) ;
 - D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ;
 - D'une association intermédiaire ;
 - Du RSMA de la Guyane.
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

A cet effet, le prestataire fournira au maître d'ouvrage, dans le mois suivant le démarrage de l'action d'insertion, tous les renseignements relatifs à sa mise en œuvre.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité conformément à l'article 15.3 du présent CCAP.

Pour le cas où le prestataire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informera le maître d'ouvrage sous huitaine, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage étudiera avec le prestataire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs fixés.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.
En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage pourra procéder à la résiliation du marché.

12.2 – Clause environnementale

Le titulaire est tenu d'assurer tout au long de l'exécution du marché une gestion des déchets issus de la réalisation de ses prestations. Le titulaire devra indiquer dans son mémoire technique toutes les dispositions et actions concrètes qu'il entend mettre en œuvre pour limiter sa production de déchet et pour gérer a posteriori cette production de déchets. Le titulaire devra s'y tenir pendant toute l'exécution du marché.

Compte tenu de la proximité immédiate d'une zone à fort impact environnemental à proximité de l'emprise du projet, le titulaire devra mettre en œuvre des mesures de prévention renforcées pour éviter tout impact négatif sur cet environnement fragile. Le titulaire devra décrire ces mesures dans le cadre de son mémoire technique et s'y tenir pendant toute l'exécution du marché.

Il devra, sur demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, fournir tout justificatif permettant de démontrer le respect de ces exigences.

A défaut, une pénalité sera applicable dans les conditions de l'article 15.3 du présent CCAP.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement environnemental, le maître d'ouvrage pourra procéder à la résiliation du marché.

13 – Réception des travaux

13.1 – Réception globale

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre à la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

13.2 – Réception partielle

Il est prévu une réception partielle des travaux à l'achèvement des 4 villas du Lotissement des Pagodes.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre à la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Une fois la réception partielle prononcée, le délai de garantie de parfait achèvement commencera à courir.

Une seconde réception aura lieu à l'achèvement des travaux des 29 autres villas.

Dans le cadre de la réception globale à l'achèvement des 29 villas, en cas de retard dans l'achèvement de l'ensemble des ouvrages, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de prononcer la réception partielle d'une partie de l'ouvrage ou d'un lot, dès lors que les prestations correspondantes sont considérées comme achevées et en état d'être réceptionné.

Dans ce cas, des opérations préalables à la réception seront provoquées par la maîtrise d'œuvre pour ces prestations précisément. Une réception partielle sera prononcée à l'issue.

A l'issue, la prise de possession par le maître d'ouvrage de certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, entraînera le transfert de la garde des ouvrages, et fera démarrer les différents délais de garantie.

Ces réceptions partielles seront prononcées à la discrétion du maître d'ouvrage, afin de ne pas bloquer la réception générale des travaux, en raison du retard isolé d'un ou plusieurs lots.

13.3 – Levée de réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai indiqué au procès-verbal de réception assortie de réserves ou du procès-verbal des OPR.

A défaut d'une indication, il devra y remédier dans un délai de 30 jour calendaire à compter de la date du procès-verbal des OPR ou du procès-verbal de réception assortie de réserves.

Au cas où des travaux ne seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le maître d'œuvre pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire concerné.

Le titulaire sera redevable d'une pénalité de 200€ par jour calendaire de retard.

14 – Garanties des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

15 - Pénalités

15.1 – Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire, sur simple constat par le maître d'œuvre du retard porté à la connaissance du titulaire. Le maître d'œuvre devra mentionner le montant des pénalités susceptibles d'être appliqués et leur justification.

15.2 – Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 € par infraction constatée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3– Pénalités pour non-respect des clauses sociales et environnementales

En cas de fourniture des renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale, décrit à l'article 12.1 du présent CCAP, le titulaire sera redevable d'une pénalité de 200€ par jour de retard calendaire.

Cette pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable.

En cas de non-respect de ses engagements environnementaux au titre de l'article 12.2 du présent CCAP, le titulaire sera redevable d'une pénalité de 200€ par constat de non-respect des dispositions prévues dans son mémoire technique par le maître d'œuvre.
Cette pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable.

15.4 – Autres pénalités spécifiques

Outre les pénalités évoquées dans le présent CCAP, les pénalités forfaitaires suivantes sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération :

1	L'entreprise prétend à tort avoir terminé achever une tâche ou avoir levé une non-conformité ou une remarque avant réception	200€ par constat
2	L'entreprise démontre la méconnaissance de ses obligations contractuelles	200€ par constat
3	Absence non excusée en réunion de chantier ou en réunion de travail d'un représentant de l'entreprise	200€ par absence
4	Retard dans la remise de documents administratifs	200€ par jour calendaire de retard
5	Retard dans la remise de documents de méthodologie d'exécution ou de planification	200€ par jour calendaire de retard
6	Retard dans la remise des plans d'exécution et autres plans	200€ par jour calendaire de retard
7	Retard dans la présentation d'un prototype ou la réalisation de locaux témoins	200€ par jour calendaire de retard
8	Non-respect des moyens humains engagés dans le mémoire technique	200€ par constat
9	Utilisation de matériaux non conformes	200€ par constat
10	Défaut de nettoyage du chantier	200€ par constat

Ces pénalités seront appliquées sans mises en demeure préalable, sur simple constat du maître d'œuvre porté à la connaissance du titulaire. Le maître d'œuvre devra mentionner le montant des pénalités susceptibles d'être appliqués et leur justification.

16 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire est tenu de maintenir, pendant toute la durée d'exécution des prestations ces assurances. A ce titre, le titulaire devra fournir pour chaque année civile d'exécution, une attestation d'assurance en cours de validité, pour l'année en cours.

Le titulaire s'engage à informer expressément le maître d'ouvrage de toute modification de son contrat d'assurance.

A cette fin, le titulaire doit contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, en cas de défaut de production des attestations précitées par le titulaire, le marché pourra être résilié conformément aux articles 50 et suivants du CCAG-Travaux.

17 – Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations figurant dans le CCAP et ses annexes, et les CCTP et leurs annexes, la rencontre des parties, afin de réexaminer les conditions d'exécution du contrat, dans les hypothèses suivantes :

- Le remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution du marché, après accord des parties dans les hypothèses suivantes : cessation d'activités | cession de contrat | décès | difficultés techniques affectant les moyens humains et/ou matériels et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles.
Le maître d'ouvrage devra alors vérifier que le remplaçant proposé ne relève pas d'un cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.
Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles du marché.
- L'ajout ou la suppression de prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché ;
- La modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché ;

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui prendra la forme appropriée en fonction de la modification envisagée.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, et sous réserve que ce motif soit extérieur aux actions ou à la faute du titulaire, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise

en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des situations du marché ou l'exécution des prestations objet du marché.

A cette fin, ils pourront faire usage :

- De la pratique des mémoires en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 55.1 du CCAG-Travaux ;
- De la conciliation, par le recours au Comité Consultatif de règlement amiable de Paris, compétent pour le ressort de la Guyane ;
- De la médiation, par le recours au Médiateur des Entreprises ;

Cette mise en œuvre de la clause de règlement amiable constituera un préalable obligatoire à tout recours juridictionnel.

En cas de litige juridictionnel, seul le Tribunal Administratif de la Guyane est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 18.1.4 du CCAG - Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.2 alinéa 4 du CCAG – Travaux
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 12.4.2 dernier alinéa du CCAG-Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux